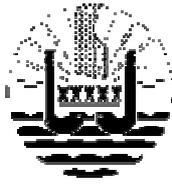


ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE



AUDITIONS

COMMISSION D'ENQUÊTE

chargée de recueillir tous
éléments d'information sur les
conséquences des essais
nucléaires aériens entre 1966
et 1974 pour les populations
de la Polynésie française

M. Tinomana Ebb
Audition du 26 octobre 2005

M. Tinomana Ebb a été conseiller territorial de 1977 à 2001. Il a été également Président de l'Assemblée.

Bruno Barrillot : Vous avez été maire à partir de quelle époque ?

M. Tinomana Ebb : Dans le temps là, 1966 je n'étais pas encore maire, j'étais entrepreneur. J'avais une entreprise de transport. Mais, j'ai fait tous les métiers, entrepreneur, agriculteur, éleveur. Ce n'est qu'en 1977 que j'ai été élu maire, en mars 1977 et un mois après j'ai été élu à l'Assemblée. Je suis resté 24 ans maire et 24 ans à l'Assemblée.

Mme Unutea Hirshon : C'était donc le Front uni, le gouvernement avec Francis Sanford comme vice-président, et tu étais un des conseillers du gouvernement.

M. Tinomana Ebb : Oui, avec Francis Sanford.

Mme Unutea Hirshon : Tu as été chargé de la santé aussi ?

M. Tinomana Ebb : De la Santé et des Affaires sociales.

Mme Unutea Hirshon : C'était en 77.

M. Tinomana Ebb : Pas en 77 au gouvernement. Peut-être en 79 je crois. Je suis resté à l'Assemblée, puis il y a eu quelque chose avec Juventin qui est descendu à l'Assemblée, et alors là j'ai été le remplacer au gouvernement, c'est en 79. Mais élu à l'Assemblée depuis 77 et jusqu'en 2001.

Bruno Barrillot : Et sur la période des essais atmosphériques, c'est-à-dire de 66 à 74, vous étiez...

M. Tinomana Ebb : Comme je vous disais, j'avais une entreprise de transport d'agrégats, parce qu'il y avait le centre de repos du CEP ici. Et puis il y a eu la construction de Taaone, les constructions du CEP. Nous étions plusieurs entreprises, on fournissait des agrégats à Taaone, pour l'hôpital Jean Prince, et tout le reste.

Bruno Barrillot : Il y avait aussi les porte-avions qui n'étaient pas loin là.

M. Tinomana Ebb : A Vairao.

Mme Unutea Hirshon : A Vairao, à la presqu'île.

Bruno Barrillot : Et les marins descendaient à terre ? Ils venaient par là ou ils restaient à bord ?

M. Tinomana Ebb : Ils étaient là presque tout le temps. Le centre de repos tournait avec 400 militaires. Tous les jours, 400 militaires qui restaient ici à Mataiea. Et des sites, Moruroa, Fangataufa, ils venaient ici passer au moins une semaine et après ils repartaient, et il y avait un autre contingent qui arrivait.

Bruno Barrillot : Comment ça se passait au niveau de l'alimentation. Vous fournissiez quelque chose, des produits ?

M. Tinomana Ebb : Pas tellement, ils ont tout, ils ont tout ce qu'il faut. Les militaires quand ils arrivent ils ont tout.

Mme Unutea Hirshon : Parce qu'ils avaient leur propre centre d'approvisionnement ?

M. Tinomana Ebb : Ils ont tout. Et nous peut-être que des fois on apportait des papayes, ou quelque chose comme ça en dessert. Mais le gros de leur alimentation c'est ce qu'ils avaient eux-mêmes.

Bruno Barrillot : C'est un aspect du CEP qu'on découvre un peu. Finalement avec toutes ces unités militaires qui débarquaient ici, c'était peu d'apport économique au niveau local. Peut-être au niveau des taxes d'importations...

Mme Unutea Hirshon : Peut-être pas dans l'agriculture, mais dans la construction oui...

M. Tinomana Ebb : Ici non. Il y avait deux magasins ici. On ne peut pas dire qu'ils ont été débordés par les militaires. Parce qu'au CEP ils avaient tout. Ils avaient leur foyer. L'artisanat, ils avaient tous les artisanats chez eux. Ils ont tout.

Mme Unutea Hirshon : Ils employaient juste du personnel ?

M. Tinomana Ebb : Du personnel, oui

Mme Unutea Hirshon : Est-ce que ça perturbait la vie de Mataiea ?

M. Tinomana Ebb : Un peu. Je me rappelle aussi dans le temps, j'étais aussi président du Ui Api, UCJG. Eh bien le dimanche, j'étais obligé de faire tout mon possible pour bloquer mes jeunes, autrement, ils se retrouvaient là-bas. Ils organisaient des bals là-bas pour animer tous les militaires là-bas, avec boissons, de la bière et tout. Alors déjà les jeunes avaient tendance à filer là-bas, alors j'avais du mal à les retenir le dimanche après-midi à la paroisse, alors qu'ils avaient le cinéma gratuit !

Bruno Barrillot : Ils allaient simplement au centre ?

M. Tinomana Ebb : Au centre, il y avait un genre de bar, de restaurant. Toute la population pouvait y rentrer.

Mme Unutea Hirshon : Ils ont récupéré le terrain Jardonnet Mâ

M. Tinomana Ebb : Oui, ils ont tout récupéré et quand j'étais devenu maire, j'ai acheté une partie pour la mairie.

Mme Unutea Hirshon : Là où tu as fait le dispensaire ?

M. Tinomana Ebb : La mairie, le dispensaire tout... c'était ce fameux terrain, là.

Bruno Barrillot : Est-ce qu'à cette époque on parlait plus directement avec les militaires des choses du CEP, de ce qui se passait à Moruroa ? Ils étaient au repos.

M. Tinomana Ebb : On ne parlait pas tellement, les militaires sont très réservés là-dessus. Sauf avec quelques gradés, on parlait un petit peu. Surtout les marins.

Bruno Barrillot : Il y avait des consignes de ne pas parler...

M. Tinomana Ebb : Je crois oui, mais avec quelques gradés, eux ils ont été éduqués. Non il n'y a pas de coprah à Moruroa, il n'y a pas de contamination. C'est tout ce qu'ils peuvent dire quand tu parles un peu avec eux pour demander ce qui se passe à Moruroa. Non c'est bien. Vous êtes protégés. Il n'y a aucun problème. C'est tout ce qu'ils disent.

Bruno Barrillot : Il y a eu une période, en 74, où il y a eu je crois des retombées sur la presqu'île, on a parlé d'interdiction de donner du lait aux enfants. Est-ce que vous avez entendu parlé de ça ?

M. Tinomana Ebb : Non.

Bruno Barrillot : Parce que ça a été une préoccupation des militaires, parce que le nuage radioactif était retombé jusque sur la presqu'île.

Mme Unutea Hirshon : Ça ce sont les militaires eux-mêmes qui le disent dans leur rapport.

M. Tinomana Ebb : A notre niveau, au niveau de la population, non. Je n'ai pas entendu ça.

Bruno Barrillot : Jamais entendu dire qu'on ait interdit la consommation du lait ou des choses comme ça ?

M. Tinomana Ebb : Si, moi. Quand ils parlent de ça ils disent toujours : non ne craignez rien, il n'y a pas de problème.

Bruno Barrillot : Si vous étiez responsable avec les jeunes de l'UCJG, vous discutiez de ça avec les jeunes ?

M. Tinomana Ebb : Moi je discutais avec les militaires car des fois j'avais des contacts avec eux. Comme je vous disais, quand ils passaient des commandes d'agrégats et tout, ils venaient me voir, on parlait de ça, c'était des occasions, ce n'était pas tout le temps, mais avec des responsables, des gradés. Mais jamais ils ne venaient dans nos réunions avec les jeunes.

Mme Unutea Hirshon : Donc toi tu as eu des discussions de manière informelle.

M. Tinomana Ebb : Oui, mais toujours ils disaient : ne vous inquiétez pas, il n'y a rien. C'est bien, au contraire. Il fallait voir qu'économiquement c'était bon pour le territoire. C'est toujours le bon côté, jamais le mauvais.

Bruno Barrillot : Et les jeunes ici ils en parlaient pas ? Ou ils n'étaient pas au courant ? Ou ils n'avaient pas conscience... ?

M. Tinomana Ebb : Ils n'en parlaient pas trop.

Bruno Barrillot : C'est l'époque où les responsables de l'Eglise n'avaient pas encore pris position.

M. Tinomana Ebb : En 79 ils ont pris la décision, le synode de l'Eglise.

Bruno Barrillot : C'est tard, oui, en 1982.

M. Tinomana Ebb : C'était du temps de Mitterrand, Mitterrand était président je crois. J'ai fait partie 4 fois du synode de l'Eglise évangélique. Et bien avant cette date là, j'ai toujours été contre. Quand il y avait des manifestations anti-nucléaires, j'étais présent. Et après j'ai appuyé à fond ça, parce que j'étais fier que mon église ait pris cette décision là. Et je n'étais pas le seul à être fier de ça dans l'église. Enfin, il y en avait qui était contents d'autres non, mais la plupart étaient contents de l'Eglise d'avoir dit que « l'Eglise protestante est contre les essais nucléaires, et contre Moruroa. » Et depuis là, quand il y a eu les marches de l'Eglise, je crois qu'il y a eu 2 marches de l'Eglise, les marches pacifiques, j'ai toujours suivi.

Mme Unutea Hirshon : Alec ATA m'a dit que lorsque tu étais conseiller, c'est toi qui a écrit au gouverneur de l'époque pour lui demander pourquoi les registres de la santé avaient été retirés, une partie des registres, les causes de mortalité.

M. Tinomana Ebb : Peut-être pas écrit mais j'ai posé la question en conseil du gouvernement. J'ai pas mal posé des questions au conseil du gouvernement c'était Cousserand dans le temps le haut-commissaire, je ne crois pas avoir écrit, mais avoir questionné le Haut commissaire sur cela et puis comme je m'occupais en même temps de la santé avec le directeur de l'hôpital, j'ai posé des questions mais il répondait comme les militaires : il n'y a rien , il n'y a pas d'inquiétude... Mais à chaque fois je leur disais mais pourquoi ne les faites vous pas chez vous ? Parce que c'est pour cela que je vous dis que je suis convaincu qu'il y a quelque chose qui ne va pas, et que je serai toujours contre. Si c'était rien comme vous le dites, vous ne vous seriez pas déplacé ici et vous n'auriez pas dépensé des milliards ici. Il me disait : ah non c'est pas simple là bas. Et moi je disais toujours : vous ne répondez pas à ma question.

Bruno Barrillot: Est-ce qu'à l'époque quand vous aviez en charge la santé, vous aviez des indices pour dire, que l'on sentait déjà dans les années 70, qu' il y avait des problèmes de santé qui ne collaient pas.

M. Tinomana Ebb : On entendait des fois des gens parler de ça mais n'avait pas de documents, des fois c'est relaté dans la presse, des fois ce sont des gens qui se rencontrent. On écoutait ça.

Bruno Barrillot: A l'époque, ce n'était pas un ministère que vous aviez, vous n'étiez pas ministre de la santé ?

M. Tinomana Ebb : Dans le temps on appelait ça, le conseil du gouvernement et là j'avais à ma charge la santé et les affaires sociales.

Bruno Barrillot: Qui était le directeur de la santé à l'époque où vous y étiez ?

M. Tinomana Ebb : Je pense que c'est Mr Rébile

Mme Unutea Hirshon: Un ancien militaire

M. Tinomana Ebb : Un ancien militaire je crois. D'habitude ces directeurs de la santé je crois ce sont des médecins militaires à la retraite.

Mme Unutea Hirshon: Finalement la santé était bien encadrée par les militaires.

Bruno Barrillot: Je n'arrive pas à éclaircir à partir de quel moment la direction de la santé ici dans le pays a été entièrement confié à des personnalités du pays

Mme Unutea Hirshon: C'est du temps de Patrick Howell.

M. Tinomana Ebb: C'est récent alors

Mme Unutea Hirshon : Oui Patrick Howell se plaignait de la main mise des militaires, je crois que c'était pendant son ministère.

M. Tinomana Ebb: Une fois j'ai été visiter le site de Moruroa et il y avait Patrick on était tous les deux et lui aussi avait la même position, on était contre. Il y avait Flosse et toute sa clique et dans les interviews et il nous était interdit de parler aux radios qui nous suivaient, on n'avait pas le droit Patrick et moi !

Mme Unutea Hirshon: Patrick était quoi, ministre à l'époque ? Directeur de la santé ?

M. Tinomana Ebb: Je crois qu'il n'était pas encore ministre.

Mme Unutea Hirshon : Il était directeur de la santé à un moment donné.

M. Tinomana Ebb: Mais il est resté contre je crois jusqu'à présent. Je ne sais pas s'il a changé de mentalité.

Mme Unutea Hirshon : Oui sauf que quand il était au gouvernement, il était obligé d'avoir un deal plus discret...

Bruno Barrillot : vous aviez des en tant que responsables de la santé vous alliez par exemple à Jean Prince, vous aviez non ? C'était vraiment Jean Prince un domaine complètement en dehors des compétences

M. Tinomana Ebb: (inaudible) à Mamao euh, qui avait dans les districts Taravao et tout ça mais pas, pas Taaone, non

Bruno Barrillot : pourtant il y avait des employés enfin de Moruroa qui étaient polynésiens qui étaient à Moruroa qui ont été soigné à Jean Prince donc ça concernait bien aussi si ce n'est pas uniquement que pour les militaires Jean Prince

M. Tinomana Ebb: mais peut-être certains gens sont autorisés mais moi je n'ai connu qu'au niveau du Territoire les responsables plus ou moins de la santé, on ne m'a jamais sollicité, je ne suis jamais rentré là-bas. Peut-être que les familles avaient accès là-bas.

Bruno Barrillot: je pense que les familles eux aussi avaient des personnels polynésiens hospitalisés (?) mais c'est quand même curieux que disons un conseiller du gouvernement, responsable de la santé ait un domaine qui concerne la santé c'est-à-dire en hôpital qui n'ait pas le droit de mais bon c'était peut-être la pratique des hôpitaux militaires qui ne sait pas vraiment prendre

M. Tinomana Ebb: c'est ça, quand c'est militaire c'est un peu ce n'est pas pareil que les civils hein, ils ont quand même un (?) militaire à respecter, je crois

Bruno Barrillot : il y avait aussi, vous étiez aux affaires sociales, il y avait aussi bon je ne sais pas à cette époque là, l'inspection du travail et donc il y avait pas mal de travailleur civil polynésien à Moruroa et disons tout ce qui concernait l'organisation du travail, les conflits du travail à Moruroa c'était aussi en dehors de la compétence de l'inspection du travail

M. Tinomana Ebb: oui, le problème de travail de Moruroa même des travailleurs polynésiens embauchés à Moruroa euh, je ne rentrais pas la dedans, oui, des civils d'ici mais entre des trucs militaires, on leur demandait de quoi il est malade ...

Bruno Barrillot : donc on se rend un peu compte que finalement les responsables du Pays, ici avaient une compétence limitée

M. Tinomana Ebb: dans le temps oui, très limité oui, même je me rappelle avec le directeur là, Réville. D'ailleurs c'est un peu moi qui aie fait pour le ramener parce que je connaissais bien le ministre des DOM TOM là, qui était Bijoux, je ne sais pas si tu l'as connu, "Paul Bijoux. On s'entendait très bien, et j'ai fait tout mon possible parce qu'il était

Tea Hirshon : il était directeur de la santé

M. Tinomana Ebb: et c'est moi qui était, Bijoux m'a promis, et puis je ne pouvais pas le

Bruno Barrillot : ah, oui, il a été changé ?

M. Tinomana Ebb: ah non, pas du tout. Même contre le projet que je disais si on ne peut pas faire, il était contre hein alors quand je parlais de ça à Francis, Francis me disait débrouille toi hein (rire..) c'est toujours la réponse que l'on donne aux élus hein, débrouilles toi. Comme j'ai la grève et tout sur le dos, débrouille toi hein, j'avais les Spitz sur le dosrire...

Mme Unutea Hirshon : il n'y avait pas les (?)

M. Tinomana Ebb: non il voulait le, je ne sais pas moi, il y avait Rosita ma, Trouillet ma, ben j'avais plutôt recours au vice président du gouvernement mais à chaque fois, il me disait débrouille toi hein

Mme Unutea Hirshon : et donc tu as fais appel à Paul Bijoux oui ?

M. Tinomana Ebb: pour Réville, oui, il a été illico presto rappelé

Bruno Barrillot: et par exemple avec Bijoux si vous vous connaissiez bien, est-ce que vous aviez l'occasion de parler avec lui de parler des problèmes liés aux essais, des risques

M. Tinomana Ebb: pas forcément

Mme Unutea Hirshon: c'était s Diew hein, c'était S hein

Bruno Barrillot: oh, je ne sais pas

M. Tinomana Ebb: je ne sais pas aussi, donc après c'était, je crois qui est venu après Emmanuelli, Emmanuelli tout au début, début en politique, Henri Emmanuelli, c'était ça, ministère des DOM TOM

Bruno Barrillot: ah oui, il a été, il était PS 1^{er} né de Mitterrand là, quand Mitterrand est arrivé au pouvoir mais Bijoux était du temps de Giscard, je pense

M. Tinomana Ebb: oui, plutôt cette tendance là, Giscard hein

Bruno Barrillot: Mais là à l'époque même avec les ministres français de passage ici, il n'y avait pas de discussions sur les sujets de Moruroa et bon tellement. (Pause).. Et bon donc là vous dites que vous étiez disons tout à fait opposé pour les raisons c'est qu'il y avait bien un risque si on faisait les essais ici et pas en France

M. Tinomana Ebb : On voit bien que vraiment eh bien on a eu des embêtements contre ça se comment dire ça se concrétise maintenant. Il y a des preuves maintenant. Dans le temps on ne peut pas dire que quelqu'un a été guéri parce qu'il a été contaminé. Rien. Maintenant on voit. Il y a certaines personnes qui sont guéries, ils étaient atteints des trucs de Moruroa. Dans le temps, ça ne filtrait pas, avant on ne parlait pas de ça. C'était, il n'y a pas de danger. Au contraire il faut soutenir parce que économiquement c'est bon pour le territoire, le travail et tout ça. C'est plutôt ça qu'on mettait en avant.

Bruno Barrillot : En fait quand on considère au niveau des aspects économiques, bon il y a eu certainement tout à fait au début, quand ils ont fait les constructions sur les atolls, sur Moruroa, il y a eu beaucoup de personnel embauché, et puis après il n'y a plus eu, c'était de l'ordre de 900 ou 1000 travailleurs polynésiens sur les sites, Moruroa.

Mme Unutea Hirshon : Ils avaient les bases ici quoi.

Bruno Barrillot : Aussi, oui, peut-être, oui.

M. Tinomana Ebb : Il y a eu des retombées oui, mais ce sont des retombées provisoires, ce n'est pas... vous savez très bien que ça ne peut pas être permanent, ça ne va pas rester comme ça. Mais on savait qu'une fois les essais terminés, c'était fini. Et c'est ce qui s'est passé. Alors les retombées

ce sont des retombées provisoires, quelques uns en ont profité, parce qu'il y en a qui ont profité de ça, du CEP, beaucoup.

Bruno Barrillot : Vous voulez dire au niveau des travailleurs ou au niveau par exemple aussi...

M. Tinomana Ebb : Eh bien ici les propriétaires de maison à louer et tout ça, je sais que...

Mme Unutea Hirshon : Eh bien oui, tout le monde a fait des maisons à louer.

M. Tinomana Ebb : Ils en ont...

Bruno Barrillot : Oui, il y a encore cet aspect là pour..

Mme Unutea Hirshon : Ah oui, c'est un aspect important.

Bruno Barrillot : Ah oui, parce qu'il n'y avait pas au niveau des militaires, des lotissements spéciaux qui avaient été construits par l'armée ? Comme...

Mme Unutea Hirshon : Il y avait ça, mais aussi dès que tu montais de grade tu pouvais...

Bruno Barrillot : Aller à l'extérieur et donc trouver des logements...

Mme Unutea Hirshon : Plein plein de gens qui se sont fait des revenus d'appoint comme ça.

M. Tinomana Ebb : Les gradés et tout ils avaient des logements, c'était bien rémunéré pour les propriétaires.

Mme Unutea Hirshon : Tu avais toutes les sociétés de sous-traitance qui étaient basées ici, donc qui avaient besoin de logement aussi.

Bruno Barrillot : Et est-ce que vous pensez que finalement, sur le plan du développement économique du Pays, est-ce que le CEP a été bénéfique ? Quel est le résultat ? Comment vous le voyez vous ces choses là ?

M. Tinomana Ebb : Je dis c'est bénéfique pour un certain temps, mais c'est fini hein, c'est en ce moment plutôt les conséquences, les emmerdes qui nous tombent sur le dos hein avec la ferraille qu'il y a à Hao, là où vous avez été dernièrement, là, à Mangareva... c'est ce qu'ils ont laissé au territoire.

Bruno Barrillot : Oui c'est certain que

M. Tinomana Ebb : En plus Moruroa, ils ont laissé dans un état où Moruroa est toujours contaminé pendant des années et des années... c'est fini.

Mme Unutea Hirshon : C'est un risque permanent...

Bruno Barrillot : Le ministère de la défense invitait les élus à venir à une certaine période à Moruroa ?

M. Tinomana Ebb : Non, même les élus des Tuamotu, chez eux même il n'ont pas le droit d'aller à Moruroa comme ils veulent... Et ce que je ne comprends pas... Ils mangeaient le poisson là-bas, Ça je me rappelle quand on y a été, on a dit à certaines personnes parmi nous, qui étaient grands pêcheurs, il y avait Gaston Tong Sang, un matin on leur a dit d'aller pêcher, sur les lieux même où il y a eu les tirs, ils sont revenus avec les poissons, et c'est ce qu'on nous a servi à midi. Qu'est-ce qu'il faut faire maintenant ? Il faut porter plainte de nous avoir empoisonné ? Mais ça je vous dis on a mangé du poisson, des langoustes.

Bruno Barrillot : C'était à quelle période ? 70 ? 80 ?

Tea Hirshon : Tu étais président de l'assemblée à l'époque ?

M. Tinomana Ebb : Non non, c'était avant ça. Mais on mangeait du poisson !

Tea Hirshon : Donc il y avait des zones où le poisson était sain.

Bruno Barrillot : Probablement, il y avait des zones où le poisson n'était pas empoisonné. Mais ça dépend des périodes.

M. Tinomana Ebb : Oui mais, on disait que là-bas, c'était interdit de manger du poisson. Et là, j'ai mangé un petit peu de poisson mais ça m'est resté en travers de la gorge. Et là après le discours, vous auriez vu : « ne vous inquiétez pas... » et tout le gros baratin.

Bruno Barrillot : Cela faisait partie des arguments à l'époque, enfin il y a eu plusieurs interventions de Gaston Flosse pour dire : « Moi j'ai été plusieurs fois à Moruroa, j'ai mangé du poisson... »

M. Tinomana Ebb : Je me suis baigné à Moruroa...

Bruno Barrillot : Je me suis baigné, ça faisait partie du discours de propagande. Mais ce n'est pas impossible, on sait très bien que les militaires se baignaient dans les lagons, ils ne sont pas tous morts, c'est bien évident, il y a des zones qui avaient été nettoyées, protégées.

Tea Hirshon : La zone vie.

M. Tinomana Ebb : Vous avez fait une visite à Mangareva mais d'après la population, avant les essais, le poisson était empoisonné ou bien c'est après ?

Tea Hirshon : Il y avait des petits coins du récif que l'on connaissait où les poissons étaient empoisonnés mais très très peu. Rien à voir avec ce qui leur est arrivé après. Ils ne pouvaient rien manger du tout, maintenant ils peuvent à nouveau, mais pas partout.

M. Tinomana Ebb : Donc on peut parler de la contamination ?

Tea Hirshon : On ne peut pas dire que c'est ça nous non plus parce qu'ils ont construit l'aéroport et ça a déséquilibré au niveau de leur lagon

M. Tinomana Ebb : Ils ont pris du corail pour remblayer.

Tea Hirshon : A Totégégie ils l'ont fait. Mais à Bora Bora aussi, c'est le même type d'aéroport, Totégégie c'est comme celui de Bora Bora, Bora Bora ça n'a provoqué une éruption de ciguatera là-bas.

Bruno Barrillot : A Hao, c'est pareil, il y a eu vraiment des travaux énormes pour la piste, et pour les gens de Hao qu'on a rencontré, le poisson empoisonné n'est pas la préoccupation principale, alors qu'à Mangareva, c'est la première chose que les gens disent. C'est très curieux.

Tea Hirshon : Ils ne sont pas tranquilles, même le tavana Paeamara le dit dans son livre il a écrit un petit livre sur Mangareva mais on ne peut pas prouver que c'est dû aux essais. Quoique là, il a vu l'époque des bateaux militaires qui venaient dans le lagon de Maareva. On sait qu'il y a eu des retombées donc on peut supposer que c'est aussi dû à ces retombées.

M. Tinomana Ebb : Moruroa est le lieu des essais et tous les poissons ne sont plus mangeables là-bas, ils sont tous contaminés, empoisonnés.

Tea Hirshon : Je sais qu'il y avait des bonitiers qui fournissaient le thon qui provenait de la pêche en haute mer.

Bruno Barrillot : Nous avons demandé à auditionner le docteur Bagnis, qui était un ancien médecin militaire et spécialiste de la ciguatera. On n'a pas eu de réponse, mais il y a des choses qu'on aimerait

lui faire préciser. Qu'est-ce qui était attribuable à la ciguatera, qu'est-ce qui était attribuable à la contamination par les retombées des essais.

Tea Hirshon : C'est un bon serviteur de l'Etat.

M. Tinomana Ebb : A mon avis, il va parler d'autre chose mais pas de ça.

Bruno Barrillot : Je peux donner un exemple. Ca m'a beaucoup touché. Vous savez que le LESE à Mahina analysait les échantillons de poisson, de planctons, de végétaux, bananes, produits un peu partout sur l'ensemble de la Polynésie. Un temps, c'était la Coquille, et après le Marara, qui faisait des récoltes et qui donnait tous ces échantillons à analyser à Mahina, au LESE. Et probablement il y avait des végétaux, des poissons, des coraux aussi, on faisait des analyses de coraux qui étaient probablement contaminés, ça posait des problèmes. J'ai vu une femme il y a deux ans, elle était à l'hôpital Mamao, elle est morte depuis de leucémie. Elle expliquait qu'elle faisait des préparations au LESE pour que des chercheurs de LESE fassent des analyses. Donc, elle râpait les coraux ou elle les pilait, mais elle en avait plein la figure. Probablement, elle a du avaler ou inhaler des choses qui étaient contaminées. Et on suppose que c'est comme ça qu'elle a attrapé sa leucémie mais moi je l'ai vue, à Mamao. Elle expliquait qu'elle faisait des préparations mais elle ne savait pas du tout que ça pouvait être contaminé. De toute façon, les chercheurs qui analysaient tout en laboratoire ne disaient rien. Donc, quand on parle de santé des anciens travailleurs de Moruroa, il n'y avait pas uniquement eux mais aussi du personnel polynésien qui travaillait comme ça pour analyser, préparer dans les laboratoires. Donc, on a besoin d'éclaircir toutes ces choses. Et là, on remarque que des gens ne veulent pas témoigner. Pour cette dame de Mahina, on a demandé des témoignages de personnes qui travaillaient avec elle dans le même laboratoire, ils veulent bien parler mais ils ne veulent pas signer !

M. Tinomana Ebb : Des polynésiens ? Pourquoi, ils ont peur ?

Bruno Barrillot : Oui.

Tea Hirshon : Ils ont peur pour leur retraite. Je sais qu'il y a un gendarme qui était à Mangareva pendant les essais, qui avait témoigné à l'époque et là il ne veut plus, il nous a dit non.

Bruno Barrillot : Et ça veut dire qu'on a besoin de faire un peu de pédagogie pour expliquer qu'il ne faut pas garder le secret.

M. Tinomana Ebb : Des Tahitiens !

Tea Hirshon : Oui c'est vrai qu'il faut aller chercher loin dans sa mémoire aussi. Il y a quand même 30-40 ans qu'on a fait les essais. Et que penses-tu de la Commission ?

M. Tinomana Ebb : C'est une bonne chose, c'est pour demain cette commission d'enquête. Je pense qu'elle va tenir le coup. C'est même très louable. Il y longtemps peut-être qu'on aurait dû faire ça.

Tea Hirshon : mais on n'avait pas le droit, c'est le nouveau statut qui l'autorise. Le gouvernement aurait pu faire sa propre commission d'enquête. Au sein de l'Assemblée il a fallu ce nouveau statut. A ce moment là, le gouvernement a aussi créé le conseil d'orientation des conséquences des essais nucléaires, avec 9 membres, trois du gouvernement, trois de l'association de Moruroa e tatou et trois membres de l'APF.

Donc lorsque notre commission va finir son travail, puisqu'on n'a que 6 mois, elle va donner ses conclusions, elle va donner ses suggestions à ce conseil d'orientation pour qu'il puisse continuer le travail et là, il n'aura pas de limites dans le temps. Donc, il y a des recherches complémentaires à faire. Et donc le travail va continuer par cette commission. On fait un travail de défrichage, on collecte des informations et tout et puis après dans nos conclusions, on va faire des orientations parce qu'ils voulaient des suggestions pour ce fameux conseil d'orientation

M. Tinomana Ebb : C'est une bonne chose.

Bruno Barrillot : Qu'est-ce que vous pensez par rapport à l'Etat, est-ce qu'on va demander à ce que l'Etat reconsidère ou fasse une rallonge pour des réparations ou des choses comme ça. Je sais que

l'Etat lui répond : « mais on vous donne déjà l'enveloppe globale et vous n'avez qu'à prendre là-dedans. »

M. Tinomana Ebb : Je crois que ça c'est autre chose. Ils ont toujours la main mise sur Moruroa. Combien de temps ils vont garder ça ? Il n'y a pas de limite et ces dégâts là il faut qu'ils réparent ! Je crois l'autre c'est autre chose, ces dix huit milliards qu'on reçoit ce n'est pas pareil, il ne faut pas mélanger.

Tea Hirshon : Les paumotu se réveillent !

Bruno Barrillot : Au fait, quand on est allé à Tureia et Hao, c'est quand même scandaleux de voir qu'on ait laissé ces atolls dans un tel état.

M. Tinomana Ebb : Il faut prendre des photos et publier dans les journaux et envoyer en France. Il faut faire ça. C'est honteux.

Tea Hirshon : Oui, Thalassa ça a bien choqué les gens.

M. Tinomana Ebb : Oui, c'était bien l'émission Thalassa. Il était temps. C'est bien leur émission.

Bruno Barrillot : Mais moi, je vois par exemple sur Totégégie, il y a 10 ans, seulement peut-être, c'était comme Hao, c'est tout plein de gravats, de ferrailles, ils ont tout nettoyé donc s'ils veulent le faire, je pense en particulier à Hao et Tureia, ils peuvent faire aussi la même chose. A Totégégie, il y a 15 ans, on voyait des tas de ferrailles qui traînaient même dans le lagon, à côté de embarcadère mais maintenant, ils ont tout nettoyé. Donc s'ils peuvent le faire, mais ce n'est pas impossible.

Tea Hirshon : Oui, bien sûr qu'ils peuvent.

Bruno Barrillot : Donc, ça peut être une des choses élémentaires à demander.

Tea Hirshon : Les politiques n'ont pas fait leur boulot, de demander le nettoyage, tu vois. A Tureia, j'étais choquée à Tureia ces deux blockhaus... Mais aussi c'est de voir qu'ils sont partis comme ça sans rien laisser pour les gens qui leur soit utile, un quai, une piste convenable...

M. Tinomana Ebb : Oui, et Hao ?

Tea Hirshon : Ah oui, Hao c'est choquant. Au village, les maisons sont les unes à côté des autres, alors ça fait plein de poussière, alors ils ont tous des murs en tôles, c'est d'une laideur.

Bruno Barrillot : Est-ce que vous voulez dire des choses que l'on a pas abordées ?

M. Tinomana Ebb : Non, juste vous souhaiter de tenir bon et d'aller encore plus loin et que ça réussisse. Il y a encore eu un cas qu'on a reconnu, que la France a reconnu, un malade, non ?

Tea Hirshon : Il y a 2-3 jours

Bruno Barrillot : Oui mais bon, là aussi, à chaque fois le ministère de la Défense fait appel, c'est toujours le problème de la justice, tu sais que ça dure très longtemps et des fois il faut des années. Il ne faut pas que les gens se découragent, c'est ça le problème, mais bon, on est sur la bonne voie là je pense au niveau de la justice.

Tea Hirshon : Il y a quand même les Américains qui reconnaissent que les essais sont dangereux et que ça peut provoquer des cancers. Ils ont une liste des cancers qui permet de fixer les compensations.

Bruno Barrillot : Oui, bon, c'est ce qu'on essaie aussi de faire avancer au niveau du parlement français. Pour qu'une loi en France soit votée sur les conséquences des essais, comme ça existe aux Etats-Unis depuis quasiment 20 ans.

M. Tinomana Ebb : Aux Etats-Unis, ils ont indemnisés des malades ?

Bruno Barrillot : oui, oui

M. Tinomana Ebb : Il faut essayer d'avoir la liste et publier la liste.

Bruno Barrillot : Bien sûr on l'a. On l'a publiée.

M. Tinomana Ebb : Il faut publier ça, il faut que tout le monde voit et dise voilà ce que les Américains ont fait, et puis voilà ce que les Français ont fait !